

Le débat sur la pauvreté aux États-Unis
The Poverty Debate in the United States
El debate sobre la pobreza en los Estados Unidos

Frédéric Lesemann

Numéro 16 (56), automne 1986

La pauvreté : raison d'État, affaire de coeur

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034398ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034398ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lesemann, F. (1986). Le débat sur la pauvreté aux États-Unis. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (16), 69–75. <https://doi.org/10.7202/1034398ar>

Résumé de l'article

Le débat actuel sur la pauvreté aux États-Unis porte principalement sur une remise en cause des politiques de la Guerre à la pauvreté des années soixante. Créées pour favoriser une intégration sociale et économique des diverses catégories de marginalisés, ces politiques ont abouti à un constat d'échec. Les néo-conservateurs américains entendent réaffirmer la primauté absolue de l'exigence du travail salarié pour tous et voudraient éliminer radicalement toutes les interventions étatiques, à l'exception du maintien d'un filet de sécurité (Safety Net) pour les pauvres incapables de travailler.

Cet article sert d'introduction aux quatre articles d'auteurs américains qui suivent.

Le débat sur la pauvreté aux États-Unis

F. Lesemann

Cet article voudrait permettre au lecteur francophone — présumément peu familiarisé avec la littérature américaine — d'identifier les principaux termes du débat sur la pauvreté qui a lieu aux États-Unis depuis que l'administration Reagan est au pouvoir et, par là, de mieux apprécier les contributions des quatre auteurs américains que la revue publie dans ce numéro.

Ces auteurs sont, de notre point de vue, de bons représentants du débat qui met aux prises tenants de l'intervention étatique et promoteurs de la liquidation du système de protection publique, défenseurs d'une certaine justice sociale redistributrice et avocats de la liberté et de l'initiative individuelles. Le débat s'organise également entre idéologues et technocrates, entre politiques et gestionnaires. Ainsi, statistiques à l'appui, Garfinkel et Have-

man, de l'Institute for Research on Poverty (Université du Wisconsin à Madison), dressent un bilan, fondé sur plusieurs années de recherche, du développement des programmes de lutte contre la pauvreté aux États-Unis et de leurs effets sur diverses catégories de population. Dans le même esprit, quoique plus polémique, Sar A. Levitan, directeur du Center for Social Policy Studies (Université George Washington à Washington), bien connu pour l'édition révisée régulièrement depuis dix ans de l'ouvrage désormais classique *Programs in Aid of the Poor* (publié chez Ballinger), argumente contre l'opposition des conservateurs à la création d'emplois par l'État. C'est bien évidemment là un des thèmes majeurs de la polémique qui oppose partisans et adversaires de la nécessité d'un rôle actif de l'État dans la résolution des pro-

blèmes de pauvreté. Ces deux articles ont en commun d'émaner des deux principaux centres de recherche sur les questions de pauvreté aux États-Unis qui se sont fait une spécialité, depuis les premiers développements des programmes de la Guerre à la pauvreté, dans les années soixante, d'évaluer l'impact des programmes sur les populations visées. Régulièrement consultés par les administrations publiques, ces technocrates de la recherche, dont les sympathies politiques vont certainement plus aux démocrates qu'aux républicains, prétendent à l'objectivité de leurs conseils puisque ceux-ci sont fondés sur les conclusions de recherches quantitatives rigoureusement menées.

Ils s'opposent, dans ce sens, aux deux autres points de vue présentés dans ce numéro, celui de Jenkins et Miller et celui de Mur-

70 ray. Les premiers, l'un sociologue l'autre économiste de l'Université de Boston, se positionnent d'emblée dans le débat politique comme dénonciateurs des dégâts sociaux entraînés par les coupures budgétaires de l'administration Reagan, alors que Murray, lui, se fait le promoteur d'une suppression pure et simple des programmes sociaux — à l'exception toutefois des mesures destinées aux pauvres âgés ou handicapés. Murray est actuellement associé au Manhattan Institute for Policy Research de New York après l'avoir été à l'American Institute for Research de Washington, deux fondations financées par les conservateurs américains. Il est l'auteur de *Losing Ground* (Basic Books, 1984), dont la publication a secoué le milieu américain de la politique sociale pendant plusieurs mois à cause de la radicalité des propositions qu'on y trouve, qui renouent, nous le verrons, avec la tradition malthusienne.

1. Quelques repères historiques

Il y a trois dates incontournables dans l'histoire américaine récente pour saisir la dimension réelle du débat sur la pauvreté aux États-Unis : 1935, 1964 et 1981. La première est celle de la proclamation du Social Security Act par Roosevelt, qui fonde le Welfare State américain et consacre du même coup le rôle primordial du gouvernement fédéral dans le développement de

la sécurité sociale, au moment où l'effondrement fiscal des États, dans le contexte de la Dépression, rend ceux-ci incapables d'assumer leurs responsabilités d'aide sociale et de soutien du revenu. L'article de Garfinkel et Haveman fait référence à cet événement.

1964, c'est la date de la proclamation par le président Johnson, qui vient de succéder au défunt président Kennedy, de la Guerre à la pauvreté (War on Poverty) que son prédécesseur avait préparée. C'est la promesse de construire la Grande Société (Great Society), où l'intervention de l'État doit s'accroître considérablement pour favoriser l'intégration sociale des « minorités » (en particulier des Noirs, bien entendu), combattre les inégalités sociales héritées de l'histoire et de la culture (programme d'« Affirmative Action », par exemple) et faire disparaître la pauvreté, présumée incompatible avec la prospérité et l'abondance que connaît alors la société américaine. Les politiques sociales doivent donc poursuivre des objectifs de redistribution fiscale, de rattrapage socio-économique et culturel, dans le cadre d'un projet de justice sociale.

1981, retournement complet de la situation et de la problématique de l'intervention de l'État à propos de la pauvreté. Le signe le plus manifeste en est l'adoption par le Congrès d'une loi qui accorde des réductions d'impôts de 749 milliards de dollars aux titulaires de hauts revenus pour la période 1982-1985, et pratique des coupures de 57 milliards dans les programmes sociaux pendant le même temps. Les réductions d'impôts portent directement atteinte à l'objectif de redistribution des revenus poursuivi par la sécurité sociale, l'administration Reagan envisageant même, mais sans parvenir à mettre son projet à exécution, de toucher aux programmes des pensions de vieillesse et d'accès aux services médicaux et hospitaliers pour les personnes âgées,

qui constituent les piliers de la sécurité sociale américaine. Les coupures de programmes mettent en cause les objectifs de justice sociale poursuivis dans le cadre de la Guerre à la pauvreté et visent plus particulièrement les programmes d'aide sociale destinés aux mères chefs de foyer (AFDC) — dont presque la moitié sont des femmes noires très jeunes — et les programmes qui s'efforcent de qualifier pour l'emploi (CETA) les personnes dépendantes de l'aide publique, particulièrement les jeunes. L'article de Levitan est consacré à ce sujet d'une grande importance politique.

Un tel retournement de situation ne peut se produire que dans le cadre d'une crise profonde du consensus politique sur la base duquel avait pu se développer l'intervention étatique au cours d'un demi-siècle. Cette crise a bien entendu un fondement économique et fiscal. Elle a aussi — et c'est ce qui nous intéresse ici — un fondement culturel et philosophique.



2. Les intellectuels et l'État

Peut-être plus que dans aucune autre société industrialisée, les sciences sociales se sont développées aux États-Unis dans une articulation explicite avec les besoins de gestion de l'entreprise privée, de l'armée, des politiques sociales de l'État. Elles ont contribué à produire toutes les techniques statistiques dont un État moderne a besoin pour planifier et évaluer ses interventions, les techniques de programmation, de prévision et d'évaluation qui reposent sur les indicateurs sociaux, les techniques de manipulation sociale et de management des organisations de services. Au moment où s'est amorcée la Guerre à la pauvreté, tout un pan des sciences sociales concerné par les questions d'intégration sociale et économique, de prévention de la criminalité, de lutte contre les processus de marginalisation, de comportements culturels des minorités, etc., s'est développé, qui a explicitement contribué à orienter et à légitimer pendant plus de dix ans l'intervention de l'État fédéral. Le célèbre *Maximum Feasible Misunderstanding* (« Une erreur monumentale » ; New York, Free Press, 1969), du non moins célèbre professeur-sociologue-représentant démocrate au Congrès Daniel P. Moynihan, demeure un classique sur ce sujet. L'intervention fédérale et l'appui que lui procuraient plusieurs disciplines des sciences sociales étaient loin de faire l'unanimité — comme en témoigne le titre de l'ouvrage de Moynihan — à cause du projet politique d'engagement direct des ressources de l'État dans la modification des rapports de pouvoir de la société américaine qu'il comportait. Il constituait une atteinte au principe sacré de la responsabilité individuelle et de la régulation par le marché.

Les intellectuels qui s'opposaient à ce type d'intervention de l'État et que l'on qualifie de conservateurs ont occupé, jusque vers la moitié

des années soixante, une place relativement minoritaire dans le champ des sciences sociales. Mais avec la montée du conservatisme et la constitution de « think tanks » conservateurs d'une part, l'essoufflement des programmes de la Guerre à la pauvreté, les résultats très décevants de ces programmes et la crise fiscale de l'État, d'autre part, l'ampleur et l'impact des critiques conservatrices ont rapidement occupé une place prépondérante, en même temps que se consolidaient, dans le credo américain, les valeurs du marché et de la liberté individuelle définies comme antithétiques à l'État interventionniste. Une abondante littérature, apparue dès le début des années quatre-vingt, dénoncera, chiffres à l'appui, l'échec et l'illégitimité des interventions de l'État dans le domaine des politiques sociales. Elle ouvrira la voie aux réformes du système d'impôt et du Welfare promues par l'administration Reagan. L'article de Charles Murray : « L'assistance sociale, une proposition », illustre on ne peut mieux les positions conservatrices en matière de politique sociale qui s'alimentent à la grande tradition libérale du dix-huitième siècle.

Face à cette offensive conservatrice qui prône le désengagement de l'État pour tout ce qui a trait aux programmes reliés à la lutte contre la pauvreté, la gauche intellectuelle américaine tente de se mobiliser. Elle qui a été largement associée aux interventions de la Guerre à la pauvreté, aux luttes contre la discrimination, à l'extension de l'intervention de l'État fédéral et donc aux processus de centralisation des pouvoirs, au détriment des États et des administrations locales, est actuellement en bien mauvaise posture intellectuelle. Elle admet, avec les conservateurs, l'échec relatif des politiques fédérales, la nécessité d'une décentralisation et d'une réappropriation des pouvoirs par les instances locales. Elle dénonce bien sûr avec vigueur l'injustice de la

situation faite aux pauvres, et plus largement l'accroissement des inégalités socio-économiques et la diminution de la protection juridique de l'État, à la suite des interventions de l'administration Reagan. Elle tente de résister à la poussée conservatrice, mais elle a du mal à définir des solutions de rechange crédibles, comme en témoigne ici l'article de Jenkins et Miller à propos de « l'offensive contre l'État-providence aux États-Unis ».



3. La position conservatrice

The Public Interest est l'une des principales revues conservatrices américaines de débat sur les politiques sociales. Fondée il y a une vingtaine d'années, au moment où l'État fédéral se faisait plus explicitement interventionniste en politique intérieure, elle a joué un rôle déterminant dans l'édification de la pensée conservatrice contemporaine en matière de politique sociale. Son influence est aujourd'hui considérable. En 1983 (n° 70, hiver 1983 : 102-120) elle a publié, en traduction, de larges extraits du *Mémoire sur le paupérisme* de Tocqueville, que la *Revue internationale d'action communautaire* publie elle-même dans ce numéro consacré à la pauvreté. Il s'agit, comme nous l'indiquions précédemment, d'un texte très peu connu qui n'a pas été inclus dans l'édition originale des œuvres complètes de Tocqueville. Il est, à mon avis, très significatif que la revue *The Public Interest* ait décidé de faire connaître à ses lec-

72

teurs le texte de Tocqueville, dans lequel elle retrouve les racines des positions libérales qu'elle défend à propos du rôle de l'État et de son intervention en matière de lutte contre la pauvreté. Le texte lui-même, dans l'édition présentée par *The Public Interest*, est précédé d'une introduction, sous la plume de G. Himmelfarb (p. 102-104), qui non seulement indique la lecture que la revue fait de Tocqueville, mais résume admirablement les positions conservatrices dans le débat actuel sur la pauvreté.

Le *Mémoire sur le paupérisme* est, pour Himmelfarb, « une critique du système d'assistance qui a valu à l'Angleterre d'être, comme le dit Tocqueville, « le seul pays d'Europe qui ait systématisé et appliqué en grand les théories de la charité publique » (p. 102). « Ce système, connu sous le nom d'« Elizabethan Poor Laws » (1601), instaurait l'assistance aux personnes âgées et aux infirmes, l'apprentissage du travail pour les enfants et les pauvres, l'obligation de travailler pour les pauvres physiquement aptes au travail et l'enfermement dans des maisons de correction pour les mendiants et les vagabonds. Bien que la paroisse en fût l'unité administrative de base, le système s'étendait au pays tout entier et était obligatoire. La loi obligeait chaque paroisse à lever un impôt foncier dont le seul objet était de lui permettre de s'acquitter de ses obli-

gations à l'endroit des pauvres résidant sur son territoire » (p. 103).

Selon Himmelfarb, ce système fut souvent modifié, parfois dans un sens plus restrictif, parfois dans un sens plus généreux. Ainsi, selon l'auteur, « l'extension la plus déterminante de la logique d'assistance survint en 1795, avec la politique de Speenhamland, qui déterminait le montant des secours en fonction du prix du pain et de la taille de la famille, apportant ainsi un soutien même à ceux qui travaillaient mais dont les revenus étaient inférieurs à un minimum établi (...) Cette politique eut l'effet d'accroître considérablement le nombre des personnes partiellement ou entièrement dépendantes de l'assistance et, du même coup, d'augmenter brutalement les dépenses publiques » (p. 103).

L'auteur de cette introduction indique encore que Malthus, par son *Essay on Population* de 1799, fut l'un des critiques les plus acerbes des « poor laws », qui furent bientôt tenues « responsables d'être à la source d'un véritable cycle de malédictions : la baisse des salaires (parce que les salaires pouvaient être complétés par le revenu qu'accordaient les « poor laws »), le déclin de la productivité (le travail effectué par les pauvres étant moins efficace que le travail accompli par une main-d'œuvre ordinaire), l'accroissement de la dépendance des pauvres et leur démoralisation » (p. 103).

En 1832, une Commission royale d'enquête reçut le mandat d'étudier les problèmes causés par les « poor laws ». Une nouvelle loi fut adoptée, « qui ne changeait rien de fondamental en ce qui concerne le soutien accordé aux personnes âgées et aux malades, mais soumettait par contre les pauvres aptes au travail qui demandaient de l'aide à l'obligation de travailler dans des « workhouses », selon le principe du moindre avantage : il fallait que les conditions de travail y soient tou-

jours moins avantageuses que celles d'un pauvre travaillant librement. De cette façon les auteurs de la réforme espéraient prévenir toute tentation pour les travailleurs de rejoindre les rangs des indigents. Par ce moyen, ils pensaient qu'il était possible de réformer les « poor laws » plutôt que de les abolir, comme le souhaitait Malthus » (p. 104).

Et finalement, conclut Himmelfarb, « c'est dans ce contexte que Tocqueville rédigea son *Mémoire*. Ce qui est intéressant c'est sa résistance au sentiment qui prévalait alors en Angleterre, où tant les critiques que les défenseurs de la nouvelle « poor law » — à l'exception notable de Malthus — pensaient que cette loi avait apporté des changements radicaux au système d'assistance. Tocqueville, en mettant l'accent sur son *principe* plutôt que sur son *mécanisme*, vit bien que la nouvelle loi était aussi viciée que l'ancienne parce qu'elle se référait encore à l'idée d'un droit légal à l'assistance publique. Ce principe, comme le principe de démocratie, a ses propres impératifs et sa propre logique interne, qu'aucune « réforme » ne peut altérer » (p. 104).

Ces longs extraits permettent d'identifier les enracinements idéologiques historiques des penseurs conservateurs américains d'aujourd'hui eu égard à la pauvreté, en même temps qu'ils en indiquent les principales argumentations, à la fois économiques et morales. Pour eux, l'intervention de l'État à propos des questions de pauvreté est radicalement illégitime. Elle interfère, au même titre que toute la réglementation sociale, avec la libre détermination des salaires par les forces du marché, elle fournit une échappatoire à l'obligation du travail, elle démoralise non seulement les pauvres qui sont enfermés dans le cercle vicieux de la dépendance, mais la société tout entière, qui perd le sens du don et de la charité. Discours d'un autre siècle ? Oui,

comme en témoigne la référence à Tocqueville, qu'affectionnent particulièrement les conservateurs américains d'aujourd'hui. Oui également par la négation de près de deux siècles d'histoire de l'industrialisation, du mouvement ouvrier, des conquêtes démocratiques et de l'inévitable entrée en scène d'un État de plus en plus interventionniste, de par la logique même du développement de la sécurité sociale (F. Ewald, *L'État providence*, Paris, Grasset, 1986). Mais, pourtant, discours tout à fait contemporain puisqu'il est porté par les conseillers de l'administration Reagan en matière de politiques sociales. Il fait partie de la vaste offensive idéologique qui tente, contre toute évidence historique et contre toute analyse rigoureuse des faits, de provoquer une reformulation du consensus politique aux États-Unis au bénéfice des riches. La critique radicale des programmes de la « Grande Société » et par là le débat sur la pauvreté sont en fait une attaque en règle contre un État qui a dû, par la force du développement des luttes sociales au cours du dernier demi-siècle, se montrer de plus en plus interventionniste, contredisant du même coup les principes de la philosophie libérale traditionnelle qui ont présidé à la fondation de la nation américaine. Dans ce sens, les attaques répétées contre le système de sécurité sociale, le dénigrement des pauvres qui seraient pauvres à cause même de l'intervention étatique créatrice de dépendance ont valeur de symbole, de porte-étendard de la liberté libérale retrouvée. C'est dans cette perspective qu'on pourra apprécier le percutant article de Charles Murray.



4. Quelques axes du débat sur la pauvreté

Au-delà du radicalisme de la position conservatrice, le débat sur la pauvreté s'articule autour des principaux axes suivants, que je ne peux évoquer que très brièvement.

La garantie du maintien d'un filet de sécurité (« Safety Net »)

Dans son zèle à couper abondamment dans les divers programmes sociaux qui constituent ce qu'il est convenu d'appeler le Welfare, l'administration Reagan s'est engagée à maintenir un « filet de sécurité » pour les personnes qui ne peuvent absolument pas subvenir à leurs propres besoins à cause de l'âge, de la maladie ou de handicaps. La réorganisation du Welfare en fonction du maintien d'un filet de sécurité — dont les prestations pourraient même être accrues grâce à la réduction du nombre de bénéficiaires du Welfare et à la concentration des ressources qu'elle permettrait pour les personnes encore admissibles — a comme assise une réarticulation vigoureuse du Welfare sur l'obligation de travailler faite à toutes les personnes qui y sont aptes (voir plus loin). Le débat porte principalement sur la définition de ce filet de sécurité et en particulier sur la densité de ses mailles. Les porte-parole des coalitions d'assistés sociaux craignent le pire puisqu'il est évident que le Président a formulé la promesse du maintien d'un filet de sécurité dans

le cadre de la campagne électorale de 1984, après que les sondages eurent clairement indiqué l'impopularité des projets de coupures radicales tant dans le Welfare que dans la Sécurité sociale (dans les pensions de vieillesse, en particulier). La stratégie du « filet de sécurité » inquiète de nombreux démocrates car elle contribue encore davantage, s'il en était besoin, à stigmatiser les bénéficiaires du Welfare, à les isoler du reste de la société, d'autant plus que la proportion de Noirs-es parmi les bénéficiaires est exceptionnellement élevée : on avance le chiffre de 40 % (par rapport à 12 % de Noirs pour l'ensemble de la société américaine).

La question des bénéficiaires en nature (« in-kind benefits ») et de la définition du seuil de pauvreté

Face aux critiques à l'égard des coupures de programmes, les conservateurs ont entrepris de démontrer qu'en réalité les pauvres sont relativement favorisés dans la mesure où ils reçoivent davantage que les travailleurs qui gagnent le salaire minimum si l'on inclut dans leur revenu total non seulement les prestations directes, mais les gains potentiels qui s'y ajoutent dans les cas où ils recourent aux services de santé, par exemple, qui leur sont accordés gratuitement à titre de bénéficiaires du Welfare. Ainsi, en établissant une norme annuelle moyenne de consommation de services de santé à laquelle les bénéficiaires ont un droit potentiel, les conservateurs démontrent que, même avec les coupures — qui, dans plusieurs programmes sociaux, ont atteint 20 % — et malgré le fait que les prestations ne soient plus indexées au coût de la vie, les pauvres touchent encore un revenu qui dans beaucoup de cas dépasse le revenu de travail. Par conséquent, au nom de la désincentivation au travail dont le système de Welfare serait porteur quand on

74 y inclut les « in-kind benefits », plusieurs conservateurs préconisent de nouvelles coupures majeures.

Les tenants d'une intervention redistributrice de l'État dénoncent bien entendu ces stratégies de coupures au nom des besoins et du coût matériel de la survie. Mais, là encore, les conservateurs récusent la notion de « seuil de pauvreté », qui a constitué l'étalon des mesures de guerre à la pauvreté. Cette norme est purement arbitraire, disent-ils. Milton Friedman propose d'ailleurs avec le plus grand sérieux qu'on établisse le seuil à la moitié de ce qu'il est aujourd'hui. Ainsi, dit-il, la pauvreté disparaîtra d'un coup presque totalement. De toute façon, les conservateurs affichent l'intime conviction que la question de la pauvreté est essentiellement la responsabilité des démocrates et de leur « Great Society ». Le Président n'a-t-il pas déclaré : « cessons d'en parler et nous n'aurons bientôt plus de raison d'en parler ».

Le renvoi des programmes au niveau des États et des comtés

À leur manière, les États-Unis connaissent aussi un processus de décentralisation et de renvoi au niveau « local » des mécanismes et des programmes de protection sociale. Si au début des années soixante le gouvernement fédéral a déclaré la guerre à la pauvreté, c'est entre autres pour combattre les très grandes inégalités de trai-

tement de la pauvreté dans les divers États, et à l'intérieur de chaque État entre les divers comtés. Non seulement les conservateurs visent-ils maintenant à restaurer le statu quo (le « New Federalism » promu par Reagan), mais ils ont modifié le système de taxation fédérale en ne permettant plus aux contribuables de déduire les impôts d'État de leur déclaration fédérale. De cette manière, les conservateurs exercent une pression considérable à la baisse sur la capacité politique des États de maintenir un taux d'imposition élevé, au moment même où un peu partout les contribuables se révoltent contre l'ampleur des taxes locales. Choisir ce moment précis pour provoquer une forte décentralisation des programmes du Welfare, c'est non seulement raviver de très grandes inégalités de traitement des pauvres selon les États, mais d'une façon générale porter un coup décisif aux vellétés de solidarité médiatisées par une intervention publique.

Les « Welfare Families »

S'il est un programme qui a attiré les foudres de l'administration Reagan, c'est bien celui de l'aide aux familles monoparentales (Aid to Families with Dependent Children), qui symbolise toute l'« horreur » du Welfare aux yeux des conservateurs. Près de la moitié de la clientèle de l'AFDC est constituée de jeunes Noires célibataires vivant dans les ghettos urbains qui, avec leurs nombreux enfants, sont devenues le symbole des effets pervers des programmes sociaux. C'est cette population qu'ont en tête tous les conservateurs quand ils dénoncent les effets de dépendance sociale, d'encouragement à l'irresponsabilité paternelle, de décadence morale, de destruction des valeurs familiales, de production de délinquance et de marginalité qu'entraînerait presque inévitablement l'attribution inconditionnelle du Welfare. Et c'est à ce « cancer » moral et social qu'ils

veulent s'attaquer en coupant en particulier des programmes comme l'AFDC et en forçant ces populations à assurer seules leur subsistance. Ce programme symbolise sans nul doute l'échec du projet d'intégration sociale et raciale de la Grande Société et le retournement complet de stratégie auquel même beaucoup de démocrates souscrivent ; il consacre la fin de l'utopie des années soixante de produire un changement de société par l'intervention de l'État et des politiques sociales.

Le rôle central de l'emploi

La question du lien entre l'aide sociale et l'emploi comme source légitime de revenu est bien sûr l'une des plus importantes. Si l'on interprète le reaganisme comme une vaste offensive de mise au pas de la force de travail dans le cadre d'un gigantesque processus de restructuration économique, on peut comprendre le nouveau rôle dévolu à la politique sociale dans son rapport à l'emploi. Plus que jamais l'emploi, l'économique vont avoir présence sur l'aide, sur le « social ». Davantage, il va falloir faire en sorte qu'en aucun cas l'aide n'interfère avec l'emploi. Elle devra donc constamment être si restrictive que même les plus mauvaises conditions d'emploi lui soient préférables. De plus, il relèvera de la seule responsabilité de l'individu de se trouver de l'emploi. L'État n'a plus à soutenir des politiques de qualification de la main-d'œuvre ni, a fortiori, des politiques de création d'emplois qui ont toujours l'inconvénient de brouiller l'équilibre naturel du marché. Devant la nécessité et l'absence d'alternative, les travailleurs sans emploi accepteront de se déplacer, de changer de secteur d'activités, quitte à perdre les protections syndicales dont ils jouissaient dans des entreprises désormais en déclin et à gagner des salaires inférieurs de 40 % en moyenne à ceux qu'ils avaient connus jusque-là. Quant aux

personnes dépendantes des prestations du Welfare, elles devront contribuer par des travaux d'utilité communautaire à gagner leur « bien-être ». C'est la politique, de plus en plus répandue parmi les États, du « Workfare », c'est-à-dire du « Work-for-Welfare ». Perspective de moralisation du Welfare, certes, mais surtout pression accrue sur les salaires par l'insertion forcée d'une main-d'oeuvre supplémentaire sur le marché du travail précaire.

Ces quelques points de repère à propos du débat sur la pauvreté aux États-Unis devraient permettre au lecteur d'apprécier les quatre articles qui suivent.

Frédéric Lesemann
Université de Montréal



Community Development Journal

An International Forum



The *Community Development Journal* covers community development, seen as political, economic and social programmes which link the activities of people with institutions and government. Issues covered include, for example, community action, village, town and regional planning, community studies and rural development.

Articles in recent and forthcoming volumes include:

- Organizing Landless Women in Bangladesh **Naila Kabeer**
- Rural Development Policy in Canada **M B Lapping and A M Fuller**
- The Change Agent: A Radical Perspective **Bridget Dillon**
- Social Services and Local Democracy in Yugoslavia **Will Bartlett**
- Confronting Gender, Poverty and Powerlessness **Sundari Ravindran**
- Self-Help Housing and Social Change in Colombia **Jose Ospina**

Rates for Volume 21, 1986: £20 (UK), \$38 (N. America), £26.50 (Elsewhere)

ORDER FORM

- Please record my subscription to Volume 21, 1986
- Please send me a sample copy.

Name

Address

Payment may be made by cheque, credit transfer or most leading credit cards.

XAIRCD

OXFORD JOURNALS

Journals Subscription Department, OUP, Walton Street, Oxford OX2 6DP, UK